La Gazette des Comores

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

Paraît tous les jours sauf les week-end

27ème année - N°5233 - Mardi 27 Octobre 2026 - Prix : 200 Fc

ACHATS PUBLICS :

Le PNUD renforce les compétences d'une trentaine de cadres nationaux



Participants à une formation de cadres par le PNUD.

ASSURANCE MALADIE GÉNÉRALISÉE :

L'AMG multiplie les actions de proximité à Mohéli

LIRE PAGE 3

Visitez le site de La Gazette
www.lagazettedescomores.com

17 Djamadul - Awal 1448
Prières aux heures officielles
Du 26 au 31 Octobre 2026

Lever du soleil:
05h 37mn
Coucher du soleil:
18h 07mn

Fadjr :	**04h 23mn**
Dhouhr :	**11h 56mn**
Ansr :	**15h 20mn**
Maghrib:	**18h 10mn**
Incha:	**19h 22mn**



SOCIÉTÉ :

Anjouan raccorde Dindrihari à son pôle déchet


Site de traitement et de valorisation de Dindrihari.

L'île d'Anjouan avance dans l'organisation de sa filière déchets. Une desserte goudronnée menant au site de traitement et de valorisation de Dindrihari, dans la zone de Mutsamudu, a été mise en service samedi 24 octobre.

Longtemps isolés par une piste impraticable en saison des pluies, ils peuvent désormais circuler plus facilement. Les cultivateurs acheminent leurs récoltes, les taxis desservent le secteur sans difficulté et les enfants rejoignent les établissements scolaires dans de meilleures conditions. Cette amélioration s'accompagne toutefois d'une nouvelle inquiétude. La population locale fait part d'une hausse de l'insécurité nocturne depuis l'ouverture et demande l'installation de lampadaires solaires. Une requête à laquelle l'exécutif insulaire a répondu en annonçant une prochaine dotation en éclairage et en foyers à faible consommation, sans calendrier précis. L'aménagement, d'une longueur avoisinant un kilomètre, représente un investissement proche de 200 millions de francs comoriens. Il a été confié à la société locale Nk-Ousseini Construction Sarl. Si le planning initial prévoyait une exécution en un semestre, les travaux se sont finalement étalés sur près d'un an. Sur place, le revêtement présente déjà quelques fragilités, avec des lézardes visibles par endroits, parfois reprises de manière sommaire.

Au-delà de la chaussée, le chantier s'insère dans une démarche plus large. Il fait partie du programme Islands, soutenu financièrement par le Fonds pour l'environnement mondial, piloté sur le terrain par l'Agence nationale de gestion des déchets et accompagné par le Programme des Nations unies pour le développement. L'objectif est de désenclaver le pôle de traitement afin de rendre la collecte plus régulière et le transport des ordures moins coûteux. La mise en service s'est déroulée directement sur l'ouvrage, en présence d'un public varié : autorités de l'île, membres de l'exécutif national, acteurs associatifs mobilisés pour la salubrité et représentants des partenaires internationaux, dont le responsable du PNUD aux Comores.

Dans son intervention, le gouverneur de Ndzouani, Dr Zaidou Youssouf, a présenté la question des ordures comme un enjeu majeur pour l'avenir de l'île, en particulier la prolifération du plastique. Il a appelé à une action conjointe entre la municipalité et le tissu associatif local, notamment l'Afam. Pour lui, les déchets plastiques abandonnés dans l'espace public ne sont pas seulement une nuisance, mais une matière première potentielle. Transformés, ils pourraient servir à fabriquer des pavés, des éléments pour le bâtiment ou des objets usuels, dans une logique d'économie circulaire créatrice d'activités.

Le ministre en charge de l'Environnement, Abubakar Ben Mahmoud, a de son côté rappelé le contexte national : la production de déchets domestiques ne cesse de progresser sous l'effet de la démographie et de la dynamique économique. Face à des équipements encore insuffisants et à des liaisons difficiles vers les sites de traitement, la nouvelle voie devient, selon lui, un maillon essentiel pour structurer durablement la chaîne de collecte. Il a replacé cette réalisation dans la feuille de route nationale qui couvre la période 2025-2030 et qui vise à concrétiser les engagements en matière de gestion des déchets par des infrastructures adaptées. Par ailleurs, le représentant du PNUD, Luca Monge Roffarello, a souligné les bénéfices attendus en termes d'hygiène publique et de préservation des milieux. Une meilleure accessibilité doit, à ses yeux, profiter à la fois à l'efficacité du service et à la mobilité des riverains.

Hamdi Abdillahi Rahilie

ENTREPRENEURIAT :

Fatihia, de l'administration réseau à la fabrication de chips locales

Diplômée en administration réseau, Fatihia Kaboul a choisi de se lancer dans la transformation agroalimentaire. Originaire de Ndrouani Bambao, cette jeune mère de famille développe ComoChips, une marque de chips fabriquées à partir de bananes, de manioc et de fruits à pain. Bénéficiaire du programme « Femmes en Action », elle ambitionne de valoriser les produits agricoles locaux et de créer sa propre entreprise.

Dans un marché largement dominé par les produits importés, Fatihia Kaboul veut faire une place aux chips fabriquées aux Comores. Avec sa marque ComoChips, elle mise sur trois produits agricoles locaux : la banane, le manioc et le fruit à pain. Un choix qui tranche avec son parcours universitaire, puisqu'elle est titulaire d'une licence en administration réseau obtenue à l'Université des Comores. Aujourd'hui institutrice à l'école privée Youmna, cette jeune femme mariée et mère d'un enfant n'en est pas à sa première expérience commerciale. Étudiante, elle revendait déjà des chips pour arrondir ses fins de mois. Une activité interrompue par des difficultés d'approvisionnement. « Je vendais des chips à l'université. Elles avaient bon goût, puis on ne les trouvait plus. Lorsqu'elles sont revenues, ce n'était plus la même marque », raconte-t-elle.

Cette expérience fait naître une idée : pourquoi ne pas produire localement des chips à partir des ressources agricoles comoriennes ? Le déclic survient lorsqu'elle découvre un appel à candidatures du programme « Femmes en Action », mis en œuvre par l'association Girls and Tech Comores pour accompagner les femmes rurales dans l'entrepreneuriat. « J'ai vu une affiche annonçant cette formation et je me suis dit que c'était le moment de me lancer », explique-t-elle. Sélectionnée, Fatihia décide de concrétiser une ambition nourrie depuis l'enfance. « Quand j'étais enfant, je préparais déjà des chips maison à base de bananes vertes. Je me suis alors promis de créer un jour une entreprise de chips aux Comores. » Baptisée ComoChips, son initiative repose sur la transformation de produits agricoles locaux en snacks destinés au marché comorien.

Sans attendre un financement, la jeune entrepreneure commence ses expérimentations à domicile. Conservation, dosage du sel, température de friture et croustillant : elle multiplie les essais pour améliorer ses recettes. Elle profite des sessions de formation pour faire déguster ses premières productions aux autres participantes. « J'ai commencé à fabriquer des chips chez moi pour tester notamment leur durée de conservation. J'en ai apporté à la formation et les retours positifs m'ont encouragée à continuer », témoigne-t-elle. Forte de ces encouragements, Fatihia participe à une première foire organisée au Palais du Peuple par la Maison de l'Emploi. Ses chips séduisent les visiteurs, mais leur emballage suscite des critiques. « Le public a aimé mes produits. Le seul problème concernait l'emballage. Les bénéfices réalisés m'ont permis d'en acheter de meilleurs », précise-t-elle. Une deuxième participation à une foire organisée à Djoumoimdji, à Moroni, confirme son intérêt pour le commerce. « J'ai réalisé un chiffre d'affaires remarquable », se réjouit-elle.


Fatihia Kaboul, femme entrepreneure.

Après plusieurs mois de formation, Fatihia a présenté son plan d'affaires devant le jury du programme « Femmes en Action ». Les candidates sélectionnées pourront bénéficier d'un appui pour développer leurs entreprises. En attendant les résultats, elle poursuit ses activités et cherche à améliorer ses produits. Son principal défi reste de passer d'une production artisanale à une activité structurée, capable de répondre régulièrement à la demande. De la revente de chips importées à la transformation de produits du terroir, Fatihia Kaboul entend désormais faire de son expérience une entreprise durable. Avec ComoChips, elle espère démontrer que les ressources agricoles comoriennes peuvent aussi ouvrir des perspectives entrepreneuriales aux jeunes.

El-Aniou Fatima

COMOR HYDROCARBURES
SOCIETE COMORIENNE DES HYDROCARBURES

Moroni, Comores
23 Oct. 2026

COMMUNIQUÉ

La SCH constate la formation de files d'attente dans certaines stations-service, notamment pour le gazole. Elle tient à rassurer à la population que les stocks de produits pétroliers sont suffisants pour couvrir les besoins nationaux jusqu'à l'arrivée de la prochaine cargaison.

Elle invite donc les usagers à s'approvisionner selon leurs besoins habituels et à éviter tout stockage de précaution à domicile, la disponibilité des carburants étant assurée.

La SCH demeure pleinement mobilisée pour garantir un approvisionnement régulier du pays et remercie la population ainsi que l'ensemble des opérateurs du secteur pour leur sens des responsabilités et leur coopération.

La Direction Générale

Contacts Presse: +269 333 91 75 contact@sch-km.com www.sch-km.com

Suite de la page 1

ACHATS PUBLICS :

Le PNUD renforce les compétences d'une trentaine de cadres nationaux

Du 26 au 30 octobre 2026, une trentaine de cadres issus des institutions nationales participent, à Moroni, à une formation en achats et approvisionnements organisée par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Basée sur le référentiel international CIPS Niveau 2, cette initiative vise à améliorer l'efficacité, la transparence et la conformité des procédures d'acquisition dans la mise en œuvre des projets de développement.

La gestion des achats constitue un maillon essentiel dans l'exécution des projets de développement. Pour renforcer les compétences des institutions nationales dans ce domaine, le PNUD organise, du 26 au 30 octobre à Moroni, une formation préparatoire à la certification CIPS Niveau 2, référence internationale en matière d'achats et d'approvisionnement. La cérémonie d'ouverture s'est tenue lundi 26 octobre, en présence du Commissaire général au Plan, du Représentant du PNUD, de la conseillère régionale chargée des achats et des approvisionnements pour l'Afrique, d'un formateur accrédité CIPS et des institutions partenaires. Cette formation s'inscrit dans la modalité de mise en œuvre nationale (NIM), qui confie aux institutions comoriennes la responsabilité d'exécuter les projets soutenus par le PNUD. Une approche qui nécessite une maîtrise des procédures d'acquisition, notamment dans les secteurs de l'environnement, de l'agriculture, de l'énergie et du développement local.

Prenant la parole à l'ouverture, Luca Monge Roffarello, représentant du PNUD, a salué l'engagement des institutions partenaires dans le renforcement des capacités nationales. « Votre présence à cette ouverture témoigne de l'importance accordée au renforcement des compétences nationales », a-t-il déclaré. Selon lui, cette formation doit permettre aux participants de mieux répondre aux exigences de leurs fonctions et de disposer d'outils adaptés à leurs responsabilités. « Nous connaissons les exigences de vos fonctions et les difficultés auxquelles vous devez apporter des réponses concrètes. Cette formation vise à vous donner davantage de repères, d'outils et de confiance dans l'exercice de vos responsabilités », a-t-il souligné. Au-delà de l'acquisition de connaissances techniques, le responsable onusien a encouragé les participants à partager leurs expériences et les difficultés rencontrées dans l'exécution des projets.

Pour le Commissariat général au Plan, l'amélioration des procédures d'acquisition constitue une condition importante de la réalisation des priorités nationales. « Un plan de développement prend tout son sens lorsqu'il se traduit par des investissements réalisés, des équipements fonctionnels et des services accessibles aux populations », a rappelé le commissaire général au Plan. Il a souligné qu'entre la programmation des projets et leur réalisation, la qualité des achats joue un rôle déterminant. Selon lui, une chaîne d'acquisition efficace repose sur plusieurs exigences : une définition précise des besoins, une planification anticipée, une sélection rigoureuse des fournisseurs et un suivi approprié des contrats. Le commissaire a également insisté sur la nécessité de mieux articuler les plans d'activités, les budgets et les plans d'achats pour limiter les retards dans la mise en œuvre des projets. « Dans un contexte où les besoins de développement sont importants et les ressources limitées, nous avons une responsabilité commune : faire en sorte que chaque ressource mobilisée produise le meilleur résultat possible au bénéfice du peuple comorien », a-t-il déclaré.

Pendant cinq jours, les participants se familiariseront avec les principes et les pratiques professionnelles du référentiel CIPS Niveau 2. La formation doit également favoriser les échanges entre cadres issus de différentes institutions. Le Commissariat général au Plan a invité les responsables des structures concernées à accompagner les agents formés afin que les compétences acquises puissent être appliquées dans leurs services respectifs. Pour le PNUD, l'enjeu dépasse la formation individuelle. Il s'agit de contribuer à une meilleure gestion des ressources et à une exécution plus efficace des projets de développement, dont les résultats sont attendus par les populations.

El-Aniou Fatima

ASSURANCE MALADIE GÉNÉRALISÉE :

L'AMG multiplie les actions de proximité à Mohéli

Faire de l'accès aux soins une réalité pour tous. C'est l'objectif de l'Assurance maladie généralisée (AMG), qui intensifie sa campagne de sensibilisation à Mohéli à travers des actions de proximité auprès des différentes composantes de la société.

Le vendredi 23 octobre 2026, la campagne a débuté au siège de l'AMG à Fomboni, avec une rencontre réunissant les associations de développement communautaire et les équipes de football. À l'issue de cette rencontre, les participants se sont rendus sur le terrain de Monimwamdji pour poursuivre la sensibilisation auprès des membres de l'association de développement du quartier. Le samedi 24 octobre, vers 9 heures, les activités se sont poursuivies au bureau de l'AMG avec un atelier réunissant des cadis et des oulémas de l'île. Les échanges ont porté sur le fonctionnement du dispositif, les modalités d'adhésion et les avantages de la couverture maladie. En tant que figures religieuses et acteurs de proximité, ces derniers sont appelés à relayer les informations auprès des fidèles et des communautés locales.

À travers cette démarche, l'AMG entend renforcer la compréhension du dispositif et encourager davantage de familles à y adhérer. Celui-ci vise à faciliter l'accès aux soins essentiels dans les structures sanitaires conventionnées, notamment grâce à une carte destinée à protéger les ménages. Il repose sur un principe de solidarité sociale et ambitionne de réduire les inégalités face aux dépenses de santé. Il est indiqué lors des échanges que les contributions mensuelles varient selon la situation économique des ménages. Les familles considérées comme vulnérables sont invitées à cotiser entre 1 500 et 3 500 francs comoriens par mois, tandis que les familles dites solvables contribuent entre 5 000 et 15 000 francs. Cette modulation vise à tenir compte des capacités financières de chaque catégorie de ménage.

Les responsables ont également précisé les participations demandées aux patients pour différentes prestations, aussi bien dans les structures sanitaires périphériques que dans les établissements de niveau secondaire, notamment le CHRI. Certaines prestations, en particulier plusieurs actes liés à la maternité, sont présentées comme étant prises en charge sans frais pour les patients, selon les conditions prévues par le dispositif. Après cette rencontre avec les responsables religieux, la campagne s'est poursuivie au marché de Fomboni. Des sketchs théâtraux y ont été présentés afin d'expliquer, de manière simple et accessible, les avantages de l'AMG et de toucher un public plus large, notamment les personnes qui ne participent pas nécessairement aux réunions institutionnelles ou communautaires.

À Mohéli, la diversification des actions de sensibilisation, allant des rencontres communautaires aux échanges avec les responsables religieux, en passant par les animations théâtrales, témoigne de la volonté de l'AMG de rapprocher le dispositif de la population. Le principal défi reste désormais de transformer cette mobilisation en adhésions concrètes, afin que la protection contre les dépenses de santé puisse bénéficier au plus grand nombre.

Riwad



Campagne de sensibilisation de l'AMG à Mohéli.

La Gazette des Comores
Fondateur et Directeur général
Said Omar Allaoui
Directeur de la publication
Elhad Said Omar
Rédactrice en chef
Andjouza Abouheir
Secrétaire de rédaction
Toufé Maecha
Rédaction
Mohamed Youssouf
Sanaa Chouzour
A. Mmagaza
M.I.M Abdou
Nassuf Ben Amad
Kamal Gamal Abdou
Nabil Jaffar
Riwad
A Bardraoui
Mohamed Ali Nasra
Hamdi Abdillahi Rahilie
El-Aniou Fatima
Aticki Ahmed Ismael
Mise en page
Abdouchakour Aladi Nourou
Responsable commercial
Mariama Mhoma
Documentation archiviste
Hadidja Abdou
Photographe / Site Web
Mohamed Said Hassane
Impression
Graphica Imprimerie
www.lagazettedescomores.com
Tel: 773 91 21/ 322 76 45

THE WORLD BANK
IBRD • IDA | WORLD BANK GROUP

Union des Comores
Unité - Solidarité - Développement
SOCIETE NATIONALE DE L'ELECTRICITE DES COMORES

Coordonnateur(trice) de l'UGP ASCENT
• PROJET ASCENT / Banque Mondiale / SONELEC •

Un poste stratégique pour piloter le projet ASCENT et coordonner sa mise en œuvre, au service d'un accès élargi à une énergie durable, fiable et propre aux Comores.

Un poste stratégique pour l'accès à une énergie durable

Financé par l'IDA, ASCENT vise à accroître l'accès à une énergie durable, fiable et propre aux Comores : modernisation du réseau, extension de l'accès à l'électricité et à la cuisson propre, assistance technique et renforcement institutionnel.

Votre mission

Le/La coordonnateur(trice) du Projet est responsable de la direction stratégique, de la coordination générale et de la supervision de la mise en œuvre du Projet ASCENT. À ce titre, il/elle assure le pilotage global du Projet afin de garantir l'atteinte de ses objectifs de développement, la mise en œuvre efficace et efficiente des activités prévues, ainsi que le respect des obligations et des procédures applicables du gouvernement de l'Union des Comores et de la Banque mondiale.

Rattachement et interactions clés

Sur le plan hiérarchique, le /la Coordonnateur (trice) du Projet est placé sous l'autorité directe du Directeur Général de la SONELEC, à qui il rend compte de l'exécution technique, administrative et financière du Projet.

Le /la Coordonnateur (trice) du Projet assure une coordination étroite avec la SONELEC, le Ministère en charge de l'Énergie, les partenaires techniques et financiers ainsi que l'ensemble des parties prenantes impliquées dans la mise en œuvre du Projet. Il/Elle facilite l'engagement des parties prenantes et la collaboration institutionnelle, assure l'organisation des réunions du Comité de Pilotage du Projet ASCENT et veille à la traduction effective de ses orientations et décisions en plans d'action, activités de mise en œuvre et résultats.

Vos responsabilités en un coup d'œil

Domaine	Vos missions clés
Pilotage et coordination	Diriger la stratégie et la mise en œuvre, y compris le démarrage ; approuver les sous-projets et activités en temps opportun ; finaliser l'UGP et son recrutement ; superviser le personnel et les consultants ; préparer, consolider et suivre les PTBA ; recommander les ajustements ; actualiser le MEP et soumettre les modifications à la Banque mondiale pour non-objection.
Gestion technique	Valider les approches techniques et choix technologiques ; superviser les études et faisabilités, les travaux et la performance de l'Ingénieur-conseil, des entreprises et fournisseurs ; veiller aux spécifications, à la qualité, aux délais et aux normes techniques, opérationnelles, de santé et de sécurité ; identifier les risques et retards et suivre les mesures correctives.
Finances et marchés	Gérer le budget, les décaissements et la conformité des dépenses aux plans approuvés ; soumettre les rapports financiers et audits dans les délais ; coordonner les dossiers d'appel d'offres et leur non-objection ; superviser les marchés et contrats selon les procédures de la Banque mondiale et les délégations SONELEC ; mettre à jour les plans de passation des marchés et financiers.
Environnement et social	Veiller à la conformité aux normes et directives E&S de la Banque mondiale et aux instruments du projet ; superviser le PEES/ESCP ; gérer les risques et assurer le fonctionnement du mécanisme de gestion des plaintes.
Suivi et rapports	Suivre les indicateurs et la performance ; mobiliser les données auprès des entités concernées ; préparer et soumettre au Comité de Pilotage et à la Banque mondiale les rapports d'avancement, de revue à mi-parcours et d'achèvement, conformément au MEP.
Coordination et continuité	Assurer la liaison avec les ministères, la SONELEC, les partenaires et administrations ; organiser le Comité de Pilotage et informer des progrès et difficultés ; représenter le projet aux niveaux national et régional ; faciliter la coordination institutionnelle, la communication et la visibilité des résultats.

Coordonner, superviser et soumettre les principaux livrables du projet dans les délais requis :

- Plan de travail détaillé du projet ;
- Plans de Travail et Budgets Annuels (PTBA) ;
- Rapports mensuels, trimestriels et annuels d'avancement du projet ;
- Rapports techniques relatifs aux infrastructures et activités mises en œuvre ;
- Rapports de suivi des indicateurs de performance du projet ;
- Rapports de suivi environnemental et social ;
- Rapports de suivi de passation des marchés et des décaissements ;
- Rapports d'exécution des missions, réunions et activités de coordination ;
- Rapport final de clôture du projet.

Profil recherché

Formation : diplôme d'Ingénieur (Bac+5 minimum) en génie électrique, énergies renouvelables, électromécanique, électrotechnique ou domaine équivalent pertinent pour un projet d'infrastructure énergétique.

Expérience : dix (10) ans minimums à des postes de responsabilité dans le secteur public et/ou privé, dont cinq (5) ans dans la gestion de projets d'envergure similaire financés par des partenaires techniques et financiers, incluant l'application rigoureuse des règles de gouvernance, de transparence et des procédures fiduciaires des bailleurs internationaux. Au moins cinq (5) ans dans le secteur de l'électricité et cinq (5) ans à un poste de responsabilité en coordination ou gestion opérationnelle de projets énergétiques ou d'infrastructures complexes.

Une expérience principalement administrative sans implication directe dans des projets techniques d'énergie ou d'électricité ne sera pas considérée comme suffisante.

Compétences clés :

- Maîtrise des procédures de la Banque mondiale et expérience de la mise en œuvre de projets conformes aux normes environnementales et sociales.
- Conception et mise en œuvre d'infrastructures électriques de production, de transport et de distribution ; suivi de travaux financés par des bailleurs internationaux constituant un atout majeur.
- Leadership d'équipes pluridisciplinaires, pilotage de projets complexes et prise de décision ; capacités d'analyse, de négociation et de communication avec les partenaires.
- Maîtrise des outils bureautiques et de gestion de projets.
- Français parlé et écrit requis ;
- Maîtrise de l'anglais obligatoire.

Modalités de candidature

Date limite de dépôt : 29 octobre 2026 à 16 h (heure des Comores)

Dossier à fournir :

- Une lettre de motivation adressée au Directeur Général de la SONELEC ;
- Un curriculum-vitae actualisé ;
- Des copies certifiées conformes à l'original des diplômes, certificats et tout autre document attestant l'expérience professionnelle ;
- Une lettre d'engagement à déclarer tout conflit d'intérêt avant l'entrée en fonction ;
- Une copie de la CNI ou Passeport.

Le candidat devra avoir un casier judiciaire vierge. Transmission du dossier :

- **Par email** : secretariat.dg@sonelec-km.com

Copie obligatoire : a.abdallah.ascent.rpm@gmail.com

- **Objet** : Candidature Coordonnateur(trice) UGP ASCENT – SONELEC
- Ou dépôt physique au secrétariat du Directeur Général de la SONELEC.

Les candidatures incomplètes ou reçues hors délai non examinées.

Des renseignements complémentaires en rapport avec les compétences, l'expérience et l'éthique des candidats présélectionnés pour le poste pourraient être vérifiés ultérieurement.

NB : Les Termes de Référence (TDR) sont disponibles sur demande auprès de la SONELEC. Pour les obtenir, veuillez contacter Recrutement@sonelec-km.com ou vous rendre directement à l'agence centrale de la SONELEC, située à Volovolo.

Pourquoi rejoindre la SONELEC ?

Contribuez à l'amélioration de la qualité, de la fiabilité et de l'accessibilité du service public de l'électricité et à la transition vers des solutions énergétiques plus durables aux Comores.

SONELEC vous donne les moyens d'agir.
Rejoignez-nous et faites la différence.

LITTÉRATURE :

Elyon's raconte l'immigration loin des clichés

Une quinzaine de personnes ont rencontré, samedi 24 octobre dernier, l'autrice camerounaise Joëlle Ebongue, alias Elyon's, à la librairie « Au Paradis des Livres », à Moroni. Organisée par Mwezi Art et la librairie, en partenariat avec l'Alliance française de Moroni, cette rencontre autour de sa bande dessinée La vie d'Ébène Duta a été marquée par des échanges avec le public, notamment sur le parcours personnel de l'autrice. L'occasion de découvrir une œuvre qui aborde l'immigration africaine en Europe sous un angle différent, entre difficultés quotidiennes, humour et espoir.



Loin des récits exclusivement centrés sur les drames migratoires, Joëlle Ebongue choisit de raconter les difficultés ordinaires d'une jeune Africaine installée en Belgique. Son héroïne, Ébène Duta, partie étudier à l'étranger, affronte la solitude, les problèmes financiers et les imprévus de la vie étudiante. « Prenez une cuillère à soupe de poisse, une pincée de quiproquos, le tout saupoudré d'une dèche intense », résume l'autrice pour présenter son œuvre. Derrière cette formule humoristique se dessine une chronique du quotidien, dans laquelle les moments difficiles alternent avec des périodes plus heureuses. « Tout le monde rencontre des galères et des problèmes », souligne-t-elle. Pour Elyon's, ces expériences méritent d'être racontées, même lorsqu'elles ne correspondent pas aux représentations les plus dramatiques de l'immigration.

À Moroni, les participants ont également profité de cette rencontre pour s'intéresser à son parcours personnel. Au fil des échanges, l'autrice a partagé son expérience et expliqué les choix qui ont façonné son univers artistique. Cette proximité entre la créatrice et son public a permis d'aborder son œuvre au-delà de la seule lecture de la bande dessinée. La passion de Joëlle Ebongue pour le dessin remonte à l'enfance. À seulement 7 ans, elle réalise sa première bande dessinée. Sa curiosité porte déjà sur les histoires, mais aussi sur la fabrication des livres. « Je cherchais à comprendre comment fonctionnait un livre : est-ce qu'on cousait, est-ce qu'on collait, comment cela fonctionnait, comment on assemblait les pages », raconte-t-elle. Malgré le souhait de ses parents de la voir exercer un autre métier, elle choisit finalement la bande dessinée.

L'aventure d'Ébène Duta commence en 2009, sur un blog. En 2014, l'autrice lance une campagne de financement participatif sur Ulule. Sa communauté en ligne, qui compte alors environ 6 000 personnes, contribue au développement du projet. Mais certains éditeurs se montrent réticents face à une histoire qui ne correspond pas aux représentations habituelles de l'immigration africaine. Elyon's persiste pourtant à défendre une autre réalité, faite de difficultés ordinaires, d'adaptation et d'espoir. À Moroni, cette rencontre rappelle que la bande dessinée peut dépasser le divertissement pour questionner les stéréotypes et ouvrir un dialogue entre les cultures.

Mohamed Ali Nasra

TRIBUNE

L'ouverture d'une représentation russe à Moroni n'est ni une provocation, ni une victoire. C'est de la diplomatie.



Sommet Russie Afrique (photo archive).

Il y a des décisions de politique étrangère qui font beaucoup de bruit pour pas grand-chose. L'annonce de l'ouverture prochaine d'une représentation diplomatique de la Fédération de Russie à Moroni en fait partie. Écoutons les commentaires. Certains partenaires de notre pays, sans le crier fort, mais en le faisant savoir par des canaux discrets, semblent ne pas apprécier. Certains de nos compatriotes, à l'inverse, voudraient y voir une "victoire" géopolitique, le signe d'un basculement, d'un nouveau camp choisi contre un ancien. Les deux lectures sont fausses. Elles sont le produit de l'extrémisme ambiant qui a contaminé l'analyse politique internationale. La réalité est beaucoup plus simple, beaucoup plus banale, et beaucoup plus comorienne.

Un rappel historique nécessaire.

L'URSS, dont la Fédération de Russie est l'État continuateur en droit international, fait partie des tous premiers États à avoir reconnu l'État comorien comme un État souverain, composé de ses quatre îles principales : Mayotte, Anjouan, Mohéli et Grande-Comore. C'était le 6 janvier 1976, quelques mois à peine après la proclamation unilatérale de notre indépendance et l'admission du nouvel Etat aux Nations Unies, alors même que notre jeune État luttait pour sa reconnaissance par les autres membres de la communauté internationale. Ce n'est pas un détail. Pendant que d'autres s'interrogeaient, Moscou a reconnu après la République Populaire de Chine. C'est un fait.

Dès lors, une relation s'est établie. Des Ambassadeurs extraordinaires et plénipotentiaires, d'abord avec résidence aux Seychelles, puis à Antananarivo à Madagascar, ont été successivement accrédités auprès des autorités comoriennes (depuis le 20 janvier 1978 les ambassadeurs nommés sont : Alexandre Kapitonovitch Startsev. Mikhaïl Georgievitch Orlov, Victor Vitalievitch Anisimov, Victor Vitalievitch Anisimov, Youri Nikolaïevitch Merzliakov, Alexandre Mikhaïlovitch Makarenko, Youri Alexandrovitch Romanov, Vladimir Borisovitch Gontcharenko, Stanislav Anvarovitch Akhmedov, et Andreï Vladimirovitch Andreïev tous sans résidence aux Comores. De 1976 à 1993, avec résidence aux Seychelles. De 1993 à 2026, avec résidence à Madagascar).

Aujourd'hui, en 2026, Vadim Leonidovitch Barabanov vient d'être nommé et sera le premier ambassadeur avec résidence à Moroni. Nous avons eu des boursiers en URSS, des médecins, des diplomates, des ingénieurs et pour d'autres spécialités, formés en URSS et en Russie, et des accords de coopération furent signés. La relation n'a jamais été rompue. Elle a été mise en veilleuse, comme beaucoup de nos relations, par manque de moyens. Aujourd'hui, la Russie décide de revenir et cette fois ci de résider à Moroni. Ce n'est pas une irruption. C'est un retour.

Un acte juridiquement et diplomatiquement naturel.

Sur le plan du droit, il n'y a aucune anomalie. Au contraire. L'article 2 de la Convention de Vienne de 1961 sur les relations diplomatiques dispose que l'établissement de relations diplomatiques se fait par consentement mutuel. L'article 3 précise que la mission diplomatique a pour fonction de représenter l'État accréditant, de protéger ses intérêts et de développer les relations amicales. L'article 13 règle la question de l'accréditation du Chef de mission.

Autrement dit, deux États souverains qui décident d'échanger des représentations permanentes font ce que font tous les États du monde tous les jours. C'est la définition même de la normalité diplomatique. Il n'y a besoin ni de demander la permission à un tiers, ni de s'en justifier. C'est un attribut de la souveraineté. Vouloir y voir une offense faite à tel ou tel partenaire, c'est nier cette souveraineté. Et ce serait insensé.

La France n'est pas en cause. Elle est essentielle.

C'est ici que je veux être le plus clair possible. La France, jusqu'à preuve du contraire, est et demeure un partenaire si important pour notre pays qu'il serait inimaginable, irresponsable et contraire à notre intérêt national que notre politique étrangère devienne un moyen d'expression d'un sentiment anti-français. Ceux qui rêvent d'importer aux Comores la rhétorique anti-française à la mode dans certains pays du Sahel se trompent de pays, se trompent d'histoire et se trompent d'époque.

Notre histoire avec la France est complexe, douloureuse sur la question de Mayotte, mais elle est intime. Des dizaines de milliers de familles comoriennes vivent en France. Notre langue administrative est le français. Notre système juridique en est issu. Nos hôpitaux, nos écoles, notre aide budgétaire ont longtemps tenu grâce à la coopération française. Aucun homme d'État comorien sérieux ne peut l'ignorer.

Mais précisément parce que la France est importante, elle doit comprendre que les Comores ne sont plus en 1975. Nous sommes un État insulaire, un des Petits Etats Insulaires en Développement (PIED) au cœur du Canal du Mozambique, la nouvelle route mondiale de l'énergie et des rivalités, une situation renforcée notamment par ce qui se passe au détroit de Bab el-Mandeb. Les États-Unis, la Chine, l'Inde, la Turquie, les Émirats, l'Arabie Saoudite, et oui, la Russie, ont tous des intérêts dans cette zone. Notre devoir est de parler à tout le monde, sans nous inféoder à personne.

Ce n'est pas de l'ingratitude envers la France. C'est de la fidélité envers les Comores. Avec un peu de détermination et de patriotisme, notre pays membre de l'Union africaine, de la Ligue des Etats Arabes et de l'Organisation de la Conférence Islamique, pourrait d'ailleurs, très modestement, servir de trait d'union, de pont entre l'Occident et l'Est, entre le monde arabo-musulman et les autres.

Hamada Madi, Ancien Premier Ministre de l'Union des Comores

Union des Comores
Unité - Solidarité - Développement
SOCIETE NATIONALE DE L'ELECTRICITE DES COMORES

Coordonnateur(trice) adjoint(e) de l'UGP ASCENT
• PROJET ASCENT / Banque Mondiale / SONELEC •

Un rôle clé pour appuyer la coordination du projet ASCENT et assurer le suivi technique et opérationnel des activités, au service d'un accès élargi à une énergie durable, fiable et propre aux Comores.

Un poste stratégique pour l'accès à une énergie durable

Financé par l'IDA, ASCENT vise à accroître l'accès à une énergie durable, fiable et propre aux Comores : modernisation du réseau, extension de l'accès à l'électricité et à la cuisson propre, assistance technique et renforcement institutionnel.

Votre mission

Le Coordonnateur(trice) Adjoint(e) du Projet est chargé(e) d'appuyer le Coordonnateur du Projet dans la coordination stratégique, technique, administrative et opérationnelle du Projet ASCENT, afin d'assurer une mise en œuvre efficace des activités conformément aux objectifs fixés et aux procédures applicables.

Rattachement et interactions clés

Sur le plan hiérarchique, le Coordonnateur(trice) Adjoint(e) du Projet travaille sous la supervision directe du Coordonnateur du Projet et sous l'autorité du Directeur Général de la SONELEC. Il appuie le Coordonnateur (trice) du Projet dans le suivi de l'exécution technique, administrative et financière du projet. Le Coordonnateur (trice) Adjoint (e) assiste le Coordonnateur de Projet dans ses relations institutionnelles avec le ministère de l'Énergie, de l'Eau et des Hydrocarbures auquel l'UGP rend compte.

Le /la Coordonnateur(trice) Adjoint(e) du Projet assure une coordination opérationnelle étroite avec la SONELEC, le Ministère en charge de l'Énergie, les partenaires techniques et financiers ainsi que l'ensemble des parties prenantes impliquées dans la mise en œuvre du projet ASCENT, sous la supervision du Coordonnateur du Projet.

Vos responsabilités en un coup d'œil

Domaine	Vos missions clés
Gestion technique	Contribuer à la planification, à la coordination et au suivi technique ; suivre les études, travaux et services ; veiller aux spécifications, à la qualité et à la sécurité ; identifier les contraintes et proposer des corrections.
Planification et exécution	Contribuer à l'élaboration, à la mise à jour et au suivi des PTBA et plans de passation des marchés ; suivre le calendrier approuvé et les indicateurs ; identifier les risques et proposer des mesures d'atténuation.
Finances et marchés	Contribuer au suivi budgétaire ; appuyer les rapports financiers, audits et documents fiduciaires ; suivre leurs recommandations ; suivre les contrats de travaux, fournitures, services et consultants ; appuyer les dossiers techniques avec le spécialiste en passation des marchés ; veiller aux obligations contractuelles.
Environnement et social	Veiller à la prise en compte des exigences E&S ; contribuer au suivi du PEES/ESCP et des autres instruments ; suivre les mesures de gestion des risques et le mécanisme de gestion des plaintes, et contribuer à la résolution des plaintes
Suivi et rapports	Contribuer aux rapports mensuels, trimestriels, semestriels et annuels ; consolider les informations techniques, financières et opérationnelles ; contribuer aux rapports pour la Banque mondiale, le Comité de Pilotage et les autorités nationales ; participer aux rapports de revue à mi-parcours et d'achèvement.
Coordination et continuité	Assurer la liaison opérationnelle sous la supervision du Coordonnateur ; contribuer aux réunions techniques, missions de supervision et Comité de Pilotage ; suivre les décisions ; assurer les autres missions relevant de ses fonctions et la continuité opérationnelle en cas d'absence du Coordonnateur, dans les limites des délégations accordées.

Vos priorités dès la première année

Contribuer aux livrables du projet sous la supervision du Coordonnateur :
- Contribution à l'élaboration du plan de travail détaillé du projet ;
- Appui à la préparation des Plans de Travail et Budgets Annuels (PTBA) ;
- Contribution à la préparation des rapports mensuels, trimestriels et annuels d'avancement du projet ;
- Préparation des rapports techniques relatifs aux infrastructures et activités mises en œuvre ;
- Appui au suivi des indicateurs de performance du projet ;
- Contribution au suivi environnemental et social du projet ;
- Appui au suivi de la passation des marchés et des décaissements ;
- Préparation des comptes rendus de missions, réunions et activités de coordination ;
- Contribution à la préparation du rapport final de clôture du projet.

Profil recherché

Formation : Bac+5 en génie électrique, énergies renouvelables, gestion de projet, administration publique, économie ou domaine équivalent pertinent pour un projet d'infrastructure énergétique.

Expérience : sept (7) ans minimums dans le secteur public et/ou privé en coordination technique, suivi opérationnel ou gestion de projets, dont trois (3) ans dans la mise en œuvre ou le suivi de projets financés par des partenaires techniques et financiers, avec une bonne connaissance des procédures fiduciaires et des exigences de gouvernance des bailleurs internationaux. Au moins trois (3) ans en coordination technique, suivi opérationnel ou appui à la gestion de projets énergétiques ou d'infrastructures complexes.

Une expérience principalement administrative sans implication directe dans des projets techniques d'énergie ou d'électricité ne sera pas considérée comme suffisante.

Compétences clés
- Maîtrise des procédures de la Banque mondiale et expérience de la mise en œuvre de projets conformes aux normes environnementales et sociales.
- Coordination technique et suivi opérationnel d'infrastructures électriques de production, de transport et de distribution ; suivi de travaux financés par des bailleurs internationaux apprécié.
- Coordination d'équipes pluridisciplinaires, organisation et suivi des délais ; capacités d'analyse, d'initiative et de communication avec les parties prenantes.
- Maîtrise des outils bureautiques et de gestion de projets.
- Français parlé et écrit requis ;
- Anglais constituant un atout.

Modalités de candidature

Date limite de dépôt : 29 octobre 2026 à 16 h (heure des Comores)

Dossier à fournir :
- Une lettre de motivation adressée au Directeur Général de la SONELEC ;
- Un curriculum-vitae actualisé ;
- Des copies certifiées conformes à l'original des diplômes, certificats et tout autre document attestant l'expérience professionnelle ;
- Une lettre d'engagement à déclarer tout conflit d'intérêt avant l'entrée en fonction ;
- Une copie de la CNI ou Passeport.

Le candidat devra avoir un casier judiciaire vierge. Transmission du dossier :
- **Par email** : secretariat.dg@sonelec-km.com

Copie obligatoire : a.abdallah.ascent.rpm@gmail.com
- **Objet** : Candidature Coordonnateur(trice) adjoint(e) UGP ASCENT – SONELEC
- Ou dépôt physique au secrétariat du Directeur Général de la SONELEC.

Les candidatures incomplètes ou reçues hors délai non examinées.

Les candidats présélectionnés pourront être soumis à un entretien technique approfondi portant notamment sur les infrastructures électriques, la gestion de projets énergétiques, les procédures de la Banque mondiale et les enjeux opérationnels des sociétés nationales d'électricité.

Des renseignements complémentaires en rapport avec les compétences, l'expérience et l'éthique des candidats présélectionnés pour le poste pourraient être vérifiés ultérieurement.

NB : Les Termes de Référence (TDR) sont disponibles sur demande auprès de la SONELEC. Pour les obtenir, veuillez contacter Recrutement@sonelec-km.com ou vous rendre directement à l'agence centrale de la SONELEC, située à Volovolo.

Pourquoi rejoindre la SONELEC ?

Contribuez à l'amélioration de la qualité, de la fiabilité et de l'accessibilité du service public de l'électricité et à la transition vers des solutions énergétiques plus durables aux Comores.

SONELEC vous donne les moyens d'agir.
Rejoignez-nous et faites la différence.